

Beaucouzé, le 17 DEC. 2020

Le directeur départemental
des services d'incendie et de secours

à

Groupement prévention des risques bâtimentaires
Service prévention de l'arrondissement de Cholet
Dossier suivi par : le capitaine SIREAU
Tél. 02 41 33 22 50
Référence : 20851 IND20.241

Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire
Direction de l'interministérialité et
du développement durable
Bureau des procédures
environnementales et foncières
Place Michel Debré

49934 ANGERS CEDEX 09

Objet : Extension des capacités de production et de stockage de la Société TRIS sur
la commune de Montrevault-sur-Evre.

Réf. Votre transmission reçue 30 octobre 2020

Par courrier référencé ci-dessus, vous avez bien voulu m'adresser une demande d'autorisation. Aussi, j'ai l'honneur de vous rendre compte de l'étude de ce dossier et de l'avis émis par le SDIS.

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La demande est assujettie aux dispositions :

- du code général des collectivités territoriales (CGCT)
- du code de l'environnement (Livre V)
- du code du travail (4^{ème} partie – Livre II)
- du code de l'urbanisme
- du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
- de la note interministérielle du 3 juillet 2015 relative à l'instruction des demandes de permis de construire et des demandes d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement.

Cette dernière rappelle que l'avis du SDIS ne portera que sur la protection de l'environnement (tiers et autres enjeux environnementaux) et non sur la protection des biens. Les points suivants sont donc analysés pour les scénarios accidentels étudiés dans l'étude des dangers transmise par l'exploitant :

- les moyens d'alerte des secours ;
- l'accessibilité au site ;
- l'accessibilité aux installations (voies et aires de stationnement des engins et des échelles...) ;
- les moyens de lutte contre l'incendie et les moyens d'intervention en cas de fuite ou de déversement de matières dangereuses, tant ceux mis en œuvre par l'exploitant que ceux mis à disposition des sapeurs-pompiers ;
- les conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers (en prenant en compte par exemple les flux thermiques, le risque toxique...).

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, l'avis du service départemental d'incendie et de secours ne porte que sur le champ réglementaire d'une consultation et non au titre de toutes ses compétences.

ACTIVITÉ

L'établissement a pour activité le recyclage et la valorisation des déchets.

Le projet consiste à :

- créer un laboratoire de 30 m²,
- réorganiser l'activité et le stockage à l'intérieur du bâtiment existant de 2 310 m²,
- la mise en place d'une installation de broyage de déchets dangereux souillés sous un auvent existant,
- créer un auvent de 73,7 m² à côté du bassin de rétention incendie,
- créer un quai de chargement au Sud-Ouest du bâtiment de stockage des déchets conditionnés.

Selon la déclaration du chef d'établissement l'effectif du personnel actuellement de 14 personnes passera à 22.

CLASSEMENT

L'installation est classée pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Tableau des rubriques :

RUBRIQUE	ACTIVITE	REGIME
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793	Autorisation
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Autorisation
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	Autorisation
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540, ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes	Autorisation
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant compris entre 100 et 1000 m ³ .	Déclaration avec contrôle
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10t/j.	Déclaration avec contrôle
2795	Installation de lavage des futs, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances	Déclaration avec contrôle

	ou mélange de déchets dangereux dont la quantité d'eau mise en œuvre est inférieure à 20 m ³ /jour	
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant comprise entre 100 et 1000 m ² .	Déclaration
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant comprise entre 100 et 1000 m ³ .	Déclaration

IMPLANTATION

Adresse : Route de Belleville VC 3 à Saint Pierre Montlimart,
49110 Montrevault-sur-Evre.

Isolement par rapport aux tiers : par éloignement supérieur à 10 m.

Accessibilité : le site est desservi par deux accès poids lourds depuis la VC 3 et par la RD752. Trois façades du bâtiment sont accessibles aux engins de secours.

DESCRIPTIF DES BATIMENTS

Description du site : le site est constitué de deux bâtiments accolés représentant 2 310 m² et composés d'un atelier de démantèlement, un atelier de stockage « DID » et des bureaux. Le site dispose d'un auvent broyeur « DID », un hangar balles de carton ouvert de 260 m² et des aires de stockage de déchets extérieurs.

Le scénario d'incendie dans une cellule de stockage des déchets provenant du démantèlement est classé modéré.

L'analyse des effets dominos possibles montre qu'il n'y aura pas d'effets dominos externes au site.

MOYENS DE SECOURS INTERNES

Détection incendie : les ateliers sont équipés d'une détection automatique d'incendie.

Extincteurs : extincteurs et RIA.

Extinction automatique : Le broyeur de déchets souillés sera équipé de buses de diffusion de poudre d'extinction au niveau de son foyer avec un système de détection par sondes de température.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Surface de référence : 2 310 m² selon le tableau de calcul D9.

Mode de calcul : L'exploitant a réalisé l'étude des besoins en eau sur la base de la règle APSAD D9. Le débit requis global est de 150 m³/h pendant 2h.

Le site est défendu par :

- le poteau d'incendie n°10106, en limite de propriété et permettant un débit de 120 m³/h à 12 bars de pression ;
- le poteau d'incendie n° 10121, à moins de 100 m au Nord du site et permettant un débit de 52 m³/h à 3 bars de pression.

Rétention des eaux d'extinction polluées :

Le bassin existant de 200 m³ sera porté à 343 m³ avec séparateur hydrocarbure et une vanne de barrage.

PRESCRIPTIONS

1/ Tenir en permanence à disposition des secours les plans d'intervention de l'usine et la fiche de données de sécurité des produits dangereux en présence.

2/ S'assurer que le gardien ou les personnels d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie sont formés au maniement des moyens de secours internes (extincteurs et RIA).

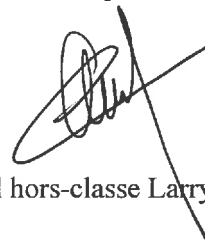
3/ S'assurer que les poteaux d'incendie ont un débit total en simultané de 150 m³/h.

4/ Installer un réducteur de pression au niveau du poteau d'incendie n°10106 afin que la pression dynamique ne dépasse pas 8 bars.

AVIS

J'émet un avis favorable à l'exploitation de cette activité. Toutefois, les prescriptions mentionnées ci-dessus devront être respectées.

Pour le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours,
le directeur départemental adjoint,



Colonel hors-classe Larry OUVRARD

Copie :

- M. le chef du groupement territorial Sud Cholet
- M. le chef du groupement des opérations